

Le Maire de VÉNISSIEUX

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-2-2°), L.2213-2-3°), L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
- Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°), L.2213-3-2°), L.2213-4 alinéa 1^{er}, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 et modifiée par les textes subséquents ;

VU la loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;

VU le Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé le 8 décembre 2017 ;

VU l'arrêté N°ARR2023_0121 en date du 20 octobre 2023 portant délégation de signature du Maire pour les mesures de police du stationnement à Monsieur Didier LAURENT, Directeur Général des Services Techniques ;

VU le Règlement Général de la Circulation de la Ville de Vénissieux en date du 28 Janvier 2000 modifié ;

VU l'avis de la Métropole de Lyon ;

Considérant qu'il y a lieu de compléter certaines dispositions du Règlement Général de la Circulation susvisé afin de faciliter la circulation, de prévenir les accidents de la circulation et d'assurer la sécurité des usagers ainsi que la commodité de circulation ;

Considérant que pour permettre l'entrée et la sortie de véhicules de secours et de services publics de la résidence Sacoviv et en raison de la gêne à la circulation des véhicules stationnés sur les voies de circulation et gênant l'accès du camion de collecte des ordures ménagères, il y a lieu de prendre un arrêté de stationnement rendant gênant le stationnement sur la voie de circulation ouverte à la circulation publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'article C3_3 (Stationnement gênant est caractérisé par l'article 417-10 du Code de la route) du règlement général de circulation.

-Tout véhicule à l'arrêt ou en stationnement doit être placé de manière à gêner le moins possible la circulation.

-Tout arrêt ou stationnement gênant prévu par le présent article est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe.

-Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du code de la route.

Est complété en ce qui concerne

*** Chemin du Charbonnier** : au droit du n°46A au 46C

***Rue du Président Salvador Allende** : au droit du n°71A au 73E

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit et gênant. Les véhicules contrevenant seront mis en fourrière.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera publié et affiché. Ampliation en sera adressée à :

- M. le Commissaire Principal de Vénissieux,
- M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- M. le Directeur Départemental des services de secours et lutte contre l'incendie,

- M. le Président de la Métropole de Lyon - Département services urbains - Direction Voirie,
- M. le responsable de la subdivision de voirie de la Métropole de Lyon - Subdivision VTPS,
- M. les responsables des subdivisions de propreté et de collecte de la Métropole de Lyon - Direction Propreté - Subdivision NET 6, Subdivision COL Sud
- M. le Directeur de la Société Lyonnaise des Transports en Commun (KEOLIS),
- M. le Directeur Général de la Ville de Vénissieux,
- M. le Directeur - Direction Unique – Prévention - Sécurité,

Chacun en ce qui le concerne afin d'exécuter le présent arrêté.

Article dernier : outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 3) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, en vertu des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative. Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Vénissieux, le 30 octobre 2023,



Pour Madame le Maire,
Le Directeur Général des Services Techniques
Didier Laurent